

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Justice : le Synamag sollicite une rencontre avec le président de la Transition

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

LE Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) a tenu son assemblée générale extraordinaire, hier au Palais de justice de Libreville. L'ordre du jour portait essentiellement sur la mobilisation et la sensibilisation des magistrats quant aux bouleversements survenus au Gabon dans la nuit du 30 août 2023.

Pour le président du Synamag Germain Nguema Ella, il s'agissait de discuter avec

l'ensemble des magistrats pour solliciter la conduite à tenir face à cet événement.

"Après un long débat, il est survenu unanimement que les collègues nous ont demandé d'aller rencontrer le chef de la Transition et d'après ce qui en sera, nous pourrions venir rendre compte lors d'une assemblée générale. Unanimement, les magistrats ont accordé le bénéfice du doute au président de la Transition. Cependant, compte tenu de ce que nous avons déjà subi avec le dernier régime, nous ne tenons pas à lui donner carte blanche", a fait



Le président du Synamag, Germain Nguema Ella, hier après la déclaration du syndicat.

savoir le président du Synamag. Tout en maintenant son mot d'ordre de grève, le Synamag souhaite donc rencontrer, discuter avec le général de brigade Brice Clotaire Oligui

Nguema, afin de savoir la suite que la Transition va donner à ses revendications.

"La justice gabonaise est malade et il faut lui trouver des remèdes efficaces pour la guérir. Nous

pensons que cette transition qui est la bienvenue pour nous pourra répondre rapidement aux attentes des magistrats. Nous leur faisons confiance", a indiqué Germain Nguema Ella.

Canal de Batavea : les riverains redoutent le retour des pluies



Ce vide laissé près de l'ouvrage fait craindre aux riverains le risque d'une inondation au retour des pluies.

F.S.L.
Libreville/Gabon

CONTENTS au moment où on leur avait annoncé la construction d'une voie à sens unique (avec muret, trottoir et ornements floraux) près du canal de Batavea, dans le 4e arrondissement de la commune de Libreville, les riverains ne savent plus, aujourd'hui, à quel saint se vouer avec le retour attendu des pluies. Le projet, piloté par une entreprise de la place, n'est pas arrivé à son terme, selon les habitants, et laisse planer, actuellement, sur eux le spectre des inondations avec l'arrivée

imminente de la saison pluvieuse. "Au début de leurs travaux, en mai dernier, nous leur avons dit que lorsque les eaux descendent de Nombakélé, nous nous retrouvons noyés jusqu'à la taille. Nous leur avons proposé la pose de PVC pour faciliter leur évacuation ainsi que le raccordement de cette voie au goudron", a confié leur porte-parole.

"Pourtant, le chef de ce chantier avait assuré que les choses se feraient dans les règles de l'art, avec des possibilités de réajustement en tenant compte des remarques et suggestions. Que nous arrivera-t-il maintenant que les pluies sont de retour?", s'interroge-t-il.

Les greffiers réclament un changement

AR
Libreville/Gabon

LES syndicats des greffiers du Gabon se sont réunis hier à la Cour d'appel judiciaire de Libreville. Principaux points inscrits à l'ordre du jour : le reclassement des agents, l'absence de concours, le manque de formation, etc. En effet, selon ces derniers, depuis trente ans, un seul concours a été organisé par la tutelle, eu égard aux nombreux mouvements de grèves à répétition qui, malheureusement, ont fragilisé l'appareil judiciaire. Ils dénoncent également leur non-participation à des stages de formation professionnelle ou au renforcement des capacités, donnant lieu à des changements verticaux ou horizontaux dans leurs carrières. Ils arguent aussi que les 4/5e des greffiers du Gabon sont bloqués en catégorie B1 sans évolution précise et certaine.

Pour remédier à ce problème, le



Membres et responsables des deux syndicats de greffiers lors de leur déclaration, hier à Libreville.

président du collectif des greffiers du Gabon, Georges Boopenga, estime que "le Syndicat national des greffiers du Gabon (Synagref) et le Syndicat des greffiers du Gabon (SGG) ont décidé d'une seule voix d'adresser une pétition à l'attention du chef de l'État, afin que ce dernier mette fin aux préjudices longtemps subis par nous, en procédant à un reclassement général et

l'adoption d'un nouveau statut particulier."

Les greffiers souhaitent également que ce corps judiciaire soit attractif et que les agents soient productifs et épanouis pour la restauration des valeurs de la justice gabonaise. Par la même occasion le président du collectif invite l'ensemble des greffiers, où qu'ils se trouvent, à venir signer la pétition.